

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France

24 rue de la Stéarinerie
BP 150
CEDEX4
21000 Dijon

Références : 2024_336
Code AIOT : 0005401100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2024 dans l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France implanté 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 Dijon. L'inspection a été annoncée le 22/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à l'arrêté de mise en demeure en date du 19/12/2019, concernant les dispositifs de protection contre la foudre. La visite aborde également le sujet des PFAS dans les rejets aqueux dans le cadre de l'action nationale 2024 de l'inspection en application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France
- 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005401100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine AMCOR de Dijon est spécialisée dans la fabrication d'emballages souples complexes destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire. Cette activité comporte en particulier l'impression d'emballage par héliogravure. L'usine comporte également une activité de production de cylindres gravés pour l'impression par héliogravure, utilisés sur site et pour d'autres usines du groupe.

Le site emploie environ 138 personnes et est implanté en milieu urbain, rue de la Stéarinerie.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Etude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Demande d'action corrective	2 mois
4	Installation des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Vérifications	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	2 mois
6	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi APMD	AP de Mise en Demeure du 19/12/2019, article 1	Sans objet
2	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2024, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les travaux d'installation des dispositifs de protection contre la foudre ont bien été réalisés, conformément à l'étude technique réalisée en 2021. L'exploitant doit cependant justifier les observations faites par l'organisme de contrôle qui a effectué la vérification complète de l'installation. Il doit également mettre à jour les documents de suivi des dispositifs de protection contre la foudre avec les appareils réellement installés en 2022 et s'assurer qu'ils sont tenus à jour.

En outre, l'inspection a constaté que les campagnes d'analyses des PFAS dans les rejets aqueux du site n'ont pas été engagées conformément à l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/12/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives à la protection contre la foudre
Prescription contrôlée : La société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France exploitant une installation de fabrication d'emballages souples imprimés complexes sise 24 rue de la Stéarinerie sur la commune de Dijon est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai de 9 mois , les dispositions prévues à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009.
Constats : L'article 7.2.4. « PROTECTION CONTRE LA FOUDRE » de l'AP du 19 octobre 2009 , cité par l'APMD du 19/12/2019, stipule que : « Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. » L'article 16 de l'AM du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (qui correspond à l'arrêté ministériel en vigueur) stipule que : « les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement : (...) - les rubriques de la série 2000 suivantes : 2160,2250,2345,2420,2430,2450,2531,2541 à 2552,2562,2566 à 2570,2620 à 2661,2670 à 2681,2718,2770,2771,2782,2790,2791,2795,2797,2910 et 2950 ; (...) » Le site AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France situé à Dijon est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2450 « Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante. »

L'inspection des installations classées a contrôlé le respect par l'exploitant des prescriptions relatives à la protection contre la foudre (articles 18 à 21) de l'arrêté ministériel du 4/10/2010.

Le respect de ces prescriptions est détaillé dans les points de contrôles 2 à 6.

La mise en demeure peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2024, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

a) Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

b) L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection l'analyse du risque foudre (ARF) à jour le 22 août 2024. Elle a été finalisée le 9 mai 2021 par un organisme compétent (F2C ou Qualifoudre) au sens de l'article 17 de l'AM du 4/10/2010 et a été réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2 de novembre 2006.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Article 19 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010

a) En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

b) Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis

complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

c) Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

d) Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Constats :

L'analyse du risque foudre a conclu que : « Une étude technique est requise pour installer un Système de protection contre la foudre et les parafoudres. L'étude technique vérifiera les services pénétrants et les liaisons équipotentielles, l'installation des protections existantes et s'assurera de toutes les dispositions prises ».

L'étude technique foudre (ETF) a été finalisée le 9/05/2021 par un organisme compétent (F2C ou qualifoudre) au sens de l'article 17 de l'AM du 4/10/2010. Elle a été fournie à l'inspection le 22/08/2024. Ce document :

- ne préconise pas de mesure de prévention particulière,
- décrit les dispositifs de protection à installer ainsi que le lieu de leur implantation.

La notice de vérification et de maintenance a été transmise par l'exploitant après la visite d'inspection le 4/09/2024. Le document a été finalisé le 9/05/2021 par le même organisme compétent, au sens de l'article 17 de l'AM du 4/10/2010.

Observation :

Après analyse, il s'avère que ce document n'a pas été mis à jour suite à la réalisation des dispositifs de protection. Par exemple, à la page 9/36 de la notice de vérification et de maintenance du 9/05/2021, il est encore mentionné un dispositif qui a été démantelé et remplacé par un dispositif plus récent d'après le dossier d'ouvrage exécuté. La description des parafoudres, dans la notice de vérification et de maintenance du 9/05/2021, ne correspond pas à ceux présentés dans le dossier d'ouvrage exécuté (valeurs de tension maximales de régime permanent (Uc) et Niveau de protection (Up)n'est pas à jour dans la notice).

Le carnet de bord a été transmis par l'exploitant après la visite d'inspection le 4/09/2024. Le document a été finalisé le 9/05/2021 par le même organisme compétent au sens de l'article 17 de l'AM du 4/10/2010.

Ce document distingue 3 types d'évènements à enregistrer :

- les vérifications réglementaires périodiques,
- les agressions de la foudre sur le site,
- les modifications et opérations de maintenance des installations de protection contre la foudre.

L'exploitant n'a pas indiqué qu'une vérification complète des installations a été réalisée en 2023, dans le carnet de bord.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant mettra à jour la notice de vérification et de maintenance avec les dispositifs réellement en service sur son site. L'exploitant mettra à jour le carnet de bord (notamment la vérification complète effectuée en 2023).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Installation des dispositifs de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée :
<p>Article 20 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010</p> <p>a) L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, (...).</p> <p>b) Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection le 22/08/2024 le dossier d'ouvrage exécuté (DOE). Les travaux ont été réalisés directement par un organisme compétent certifié « Qualifoudre ». L'installation a été réalisée du 1er août au 5 août et du 05 septembre au 06 octobre 2022, suite à la commande n° 4530601225 du 11 mars 2022. Les réserves ont été levées le 14 décembre 2022 et le 3 janvier 2023.</p> <p>L'inspection constate que les travaux ont été réalisés dans le délai de 2 ans suite à l'élaboration de l'analyse du risque foudre.</p> <p>Observation :</p> <p>Trois parafoudres prévus d'être installés par l'ETF sur les centrales incendie ne l'ont pas été, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer les raisons de la non-installation de trois parafoudres prévus par l'ETF.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant précisera les raisons de la non-installation des 3 parafoudre prévus dans l'ETF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Vérifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010</p> <p>a) L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>b) Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>c) L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>d) Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>e) Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>f) La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>g) Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>h) Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation des protections a fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent (F2C), distinct de l'installateur, le 24/04/2023. L'inspection constate qu'elle a été réalisée dans un délai de 6 mois suite à l'installation des protections (à partir de la levée des dernières réserves le 3/01/2023). Le rapport mentionne que la réalisation des vérifications a été faite conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102.</p> <p><u>Observation :</u></p> <p>L'organisme de vérification a relevé 4 observations. L'exploitant n'a pas su préciser le jour de l'inspection si ces observations ont été levées.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la vérification annuelle prévue pour 2024 est planifiée d'ici fin d'année, • La vérification complète prévue tous les 2 ans est planifiée pour 2025. <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le 5/09/2024 le relevé des agressions par la foudre du site. Celui-ci ne mentionne pas d'impact foudre depuis la mise en service des parafoudres installés en 2022.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera à la levée des observations formulées dans le rapport de vérification du 24/04/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il a vérifié la présence de PFAS à l'aide de la base de données du groupe hébergée sur une plateforme numérique. Cette base de données comprend toutes les fiches de données de sécurité des produits et composants utilisés par le site.</p> <p>3 substances ont été identifiées dans les mousses d'extinction et les extincteurs portatifs. L'exploitant a expliqué qu'aucun autre produit utilisé sur site depuis 2010 ne contient de PFAS.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'un déclenchement accidentel de la centrale incendie a eu lieu en août 2020 (non lié à un incendie). Les mousses ont été collectées par la rétention de la zone de dépotage. Puis elles ont été pompées et évacuées par une entreprise spécialisée.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la recherche des PFAS a été faite en ciblant les matières susceptibles d'en contenir et en comparant les composants avec les n° CAS de l'arrêté ministériel. Le jour de l'inspection, l'interrogation de la base de données à l'aide du mot clé "fluor" n'a pas renvoyé d'autres matières contenant des PFAS.</p>
<p>Non conformité :</p> <p>L'exploitant ne tient pas à disposition de l'inspection une liste des PFAS utilisés, stockés ou rejetés sur son site.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

Article 3 - L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Article 4
(...)
II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

(...) Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Non conformité : L'exploitant a indiqué que les campagnes d'analyses n'ont pas été effectuées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois